

INTERGLOBAL

TRIBUNE LIBRE

La tragédie zimbabwéenne

Sena Afeto

Dans cette contribution, l'auteur accuse la politique des « deux poids, deux mesures » des puissances occidentales face aux dictatures africaines, qui ne seraient qu'une parodie de révolte occidentaliste.

Nous les voyons arriver depuis longtemps. Les têtes bien-pensantes, les démocrates convaincus, les défenseurs de la liberté sont arrivés, ou bien arrivent. Mais où exactement ? En Afrique et plus précisément dans la « bestialité » mugabéenne. Qui irait à l'encontre de tous ces soulèvements ici et là contre Mugabe ? Qui oserait fustiger cette levée de boucliers de toute la communauté internationale ?

On serait, bien volontiers, tenté d'emboîter le pas à toutes ces initiatives de pression contre le vieux dictateur si les initiateurs faisaient un peu plus montre de responsabilité. Comme à l'accoutumée dans la gymnastique diplomatique onusienne, ce problème qui devrait converger vers une et une seule ligne d'approche fait place à la légendaire divergence de vue sur base d'intérêts croisés au conseil de sécurité. L'AFP fait le constat : « sur ce pays qui n'est pas en guerre et n'est pas à son ordre du jour permanent, le Conseil de sécurité s'est jusqu'à présent montré divisé, selon un clivage désormais classique. D'un côté, les Occidentaux, conduits par la Grande-Bretagne, l'ex-puissance coloniale, et par les Etats-Unis, considèrent que la répression politique, s'ajoutant au marasme économique et à la crise humanitaire, crée une situation qui menace la paix et la sécurité internationale, entrant donc dans les compétences du Conseil. De l'autre, un groupe de cinq à six pays mené par l'Afrique du sud et comprenant la Russie et la Chine, estime qu'il s'agit d'une crise intérieure qui n'a pas à être débattue au Conseil et a de meilleures chances d'être réglée par une approche purement africaine et régionale ».

Une solution africaine serait donc la plus indiquée pour juguler cette crise. Mais au fait, de qui en Afrique parle-t-on pour endosser cette

responsabilité ? J'ai l'impression, pour ne pas dire la conviction, que la communauté internationale continue de nous prendre pour des demeurés. Vous et moi savons tous que la majorité des dirigeants africains, et surtout « les plus puissants », sont des dictateurs invétérés et implantés par des chancelleries occidentales. A qui va-t-on faire croire que ces derniers oseraient faire la leçon à un des leurs ? La solidarité dans la médiocrité est connue de tout le monde.

Je n'en veux pour preuve que le rapport de la mission d'observateurs de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) sanctionnant le premier tour des élections au Zimbabwe du 29 mars 2008. La commission a octroyé un blanc-seing au scrutin avant même la publication des résultats, que l'opposition craint de voir truqués. Le verdict de cette organisation de 14 pays membres a été prononcé par José Marcos Barrica, ministre des sports de l'Angola, dont le président José Eduardo dos Santos est au pouvoir depuis plus longtemps que M. Mugabe. Il a qualifié le scrutin « d'expression pacifique et crédible de la volonté du peuple du Zimbabwe ». Le second tour a eu lieu le 27 juin 2008 avec la reconduction assurée de Mugabe, seul candidat à sa succession, à la suite du renoncement de l'opposant Morgan Tsvangirai - pourtant largement arrivé en tête au premier tour - pour des raisons de sécurité. Mugabe a maintenu la tenue du deuxième tour malgré les appels au report et les critiques de partout, faisant ainsi « un pied de nez » à l'opportunisme et à l'irresponsabilité de la communauté internationale.

Et comme nous l'attendions tous, Mugabe est réélu haut les mains (à plus de 90 pour cent des suffrages exprimés). Les observateurs du parlement panafricain parlent de consultations « ni libres, ni équitables », l'UE parle d'élections illégitimes. L'Organisation des Etats de l'Afrique australe, quant à elle, estime que les élections ne reflètent pas la volonté du peuple. Par contre,

la Commission Africaine parle de « solution crédible à la crise ». Et ce bal de déclarations va continuer jusqu'à ce que tout le monde prenne acte de cette reconduction. Et la vie sera de nouveau belle. Pour l'heure, il vient de prêter serment pour son nouveau mandat.

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), le Gabonais Jean Ping, a estimé que la situation au Zimbabwe était « vivement préoccupante ». Il commentait le retrait du candidat de l'opposition Morgan Tsvangirai du second tour de la présidentielle. Ce sera tout.

« Du moment que le Blanc dirige, qu'il dicte ses desiderata, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. »

Thabo Mbéki, médiateur dans la crise, n'a rien pu faire, car au fond, il est confronté au « mythe du héros de la guerre de libération contre la minorité blanche ». Et là se trouve à mon avis le nœud du problème. Le Zimbabwe est la nouvelle dénomination de l'ex-Rhodésie, ex-colonie britannique. Ce peuple a été pendant longtemps sous le joug de la Grande-Bretagne et de ses colons. Il a surtout vécu l'humiliation, l'expropriation, l'exploitation de la minorité blanche - colons jusqu'à un passé récent - avant que le pays ne revienne aux autochtones. Le chemin de cette liberté est semblable à celui de toutes les ex-colonies de peuplement. Ségrégation, apartheid, chosification du Noir, privation de ce dernier de ses terres et autres potentialités, pour ne citer que quelques exemples.

Voici la thèse - qui d'ailleurs n'est pas indéfendable - que soutiendront les nationalistes africains : où était alors la communauté internationale à ces moments ? Du moment que le Blanc dirige, qu'il dicte ses desiderata, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. D'ailleurs ne nous a-t-on pas souvent dit qu'il est

« naturel que le Blanc dirige » ? La Grande-Bretagne, qui aujourd'hui se livre à une hostilité extravagante vis-à-vis du dirigeant zimbabwéen, ne peut s'en prendre qu'à elle-même. Du temps de la toute puissance des colons dans ce pays, la seule critique de la puissance coloniale était plutôt dirigée contre les responsables blancs basés sur place du fait de leur volonté de s'affranchir de l'autorité de la couronne et non de leur pratique inhumaine vis-à-vis des Noirs. Si Mugabe est là aujourd'hui, c'est la conséquence de l'inconséquence des pratiques de ces périodes-là.

Ses opposants sont soutenus par les puissances occidentales. D'aucuns pensent qu'ils sont à la solde des ex-colons et que, une fois aux commandes, ils braderont de nouveau les biens - les terres notamment - à ces derniers. Ils ne les jugent pas assez crédibles pour leur laisser la destinée du pays. Ils seraient, comme dans la majorité des cas en Afrique, des marionnettes manipulées de l'extérieur. D'où ce courant « de ne surtout pas laisser les commandes de ces pays dans les mains de prétendants trop pro-occidentaux », qui ne jureraient que par le soutien à ces derniers.

En outre, pourquoi s'en prend-on uniquement à Mugabe ? Aux yeux des nationalistes africains, ce serait parce qu'il s'en prend à des Blancs dans son pays, c'est-à-dire les colons d'hier. Cela, l'ex-puissance coloniale n'apprécie guère. Et si, comme le dirait l'autre, c'était « la réponse du berger à la bergère » ? Sérieusement, les dictateurs pullulent partout en Afrique. Vous avez Paul Biya du Cameroun, Faure Gnassingbé du Togo, Bongo du Gabon, Sassou-Nguesso du Congo-Brazzaville, Idriss Deby du Tchad, Mwai Kibaki du Kenya, José Eduardo dos Santos de l'Angola, François Bozizé de Centrafrique, etc...

Contrairement au Zimbabwe, les pays de ces derniers n'ont pas connu une colonisation de peuplement mais, en revanche, économique. Du coup, sans population blanche implantée à malmener, l'animosité est plutôt concentrée sur les citoyens noirs ;

ce qui n'indigne pas outre mesure les Occidentaux, en l'occurrence la Grande-Bretagne, du moment où les matières premières de ces pays sont régulièrement acheminées vers leurs industries. Des bons points seraient distribués aux dictateurs « bons élèves » et des mauvais points aux mauvais élèves. Il est temps que la communauté internationale arrête de se voiler la face en croyant voiler celle de quelqu'un d'autre.

« Je suis pour que l'on débarrasse l'Afrique de tous ses dictateurs. Mais pas de deux poids, deux mesures. Il n'y a pas un bon et un mauvais dictateur. Cette catégorisation est faite par les Occidentaux et pas par les Africains qui croupissent sous le poids de leur barbarie. »

De son côté, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, après avoir qualifié le régime zimbabwéen d'illégitime a appelé elle aussi la communauté internationale à « demander des comptes » au président zimbabwéen, suite au retrait de M. Tsvangirai de l'élection présidentielle. Pour une dirigeante de cette « puissance démocratique » que sont les USA, qui ne cache pas ses convictions religieuses, elle ferait mieux de relire les enseignements du Christ qui dit « ôtez la poutre qui est dans vos yeux avant de parler de la paille qui est dans celui de votre voisin ». Qui a empêché les USA de marcher sur l'Irak et de le mettre dans l'état actuel où il se trouve ? Le conseil de sécurité avait pourtant refusé de cautionner cette incursion. La Grande-Bretagne, qu'à-t-elle fait d'autre que de rejoindre la ligne des Américains ? Le comble, c'est que les prétextes étaient purement et simplement infondés. On peut aussi évoquer le cas vietnamien. Les textes

sont faits pour être appliqués, même par les plus puissants. Bien sûr, Saddam Hussein était un dictateur abject. A ce moment, il fallait trouver des raisons plus crédibles, pourquoi pas humanitaires, pour intervenir avec l'assentiment des autres. Mais non, les intérêts privés des envahisseurs étaient prioritaires.

Je suis convaincu que Mugabe est un dictateur. Il terrorise et martyrise sa propre population. Bien sûr, il a livré une bataille légitime face au colonisateur. Il a sorti son pays du joug colonial et a œuvré à redonner à ses administrés leur dignité souillée. Il a tenu tête à la puissance coloniale sur de nombreuses questions. Il est un héros de la libération. Il est donc légitime chez lui.

Par contre, ses politiques populistes se révèlent incohérentes et infructueuses. Son statut de héros a fait exploser son ego ; ce qui lui fait croire qu'il est le seul capable de mener à bien la destinée de son pays. De ce fait, toute contrariété est un sacrilège et est considéré comme de l'ingratitude, pire, comme un affront personnel. Le culte de la personne est bien promu. Tous les ingrédients de la fabrication d'un dictateur paranoïaque sont réunis. Les conséquences, nous les connaissons tous : exécutions sommaires d'opposants, emprisonnements arbitraires, répression des manifestations politiques, trucage des élections, intimidations manifestes de ses rivaux directs. Il se fout éperdument des initiatives de la communauté internationale.

Selon le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), parti de Morgan Tsvangirai, arrivé en tête au premier tour des élections, plus de 80 de ses partisans ont été tués et des milliers blessés dans une campagne d'intimidation orchestrée par le régime de Mugabe. Des dizaines d'entre eux sont encore enfermées.

Tout ceci est un fait. Devons-nous en rester là, aux constats ? Si on veut réellement éviter durablement ces situations, les démocrates de partout doivent se décider. Les Africains aspirent profondément à la démocratie dans leur écrasante majorité. Des mouvements se soulèvent quotidiennement pour la liberté en Afrique. Sauf que ces derniers sont souvent ou toujours étouffés et matraqués au mieux. Les appuis qu'ils attendent des démocrates autoproclamés de la communauté internationale se transforment le plus souvent en « prise d'acte » de réélections ouvertement truquées, des validations des observateurs de l'UE, des mascarades de consultations électorales soutenues par la Commission contre, parfois, l'avis du parlement. Au Zimbabwe, pays autrefois parmi les plus prospères du continent, l'inflation a dépassé les 100.000 % en 2007 et le taux de chômage touche 80 % de la population. L'espérance de vie y est tombée à 38 ans.

Je suis pour que l'on débarrasse l'Afrique de tous ses dictateurs, je dis bien de tous. Pas de deux poids, deux mesures. Il n'y a pas un bon et un mauvais dictateur. Cette catégori-

sation est faite par les Occidentaux et pas par les Africains qui croupissent sous le poids de leur barbarie. Qu'on leur coupe les vivres. Ils sont pour la plupart imposés et intronisés par les puissances coloniales. A présent, l'heure est venue pour un soutien franc et ouvert des partisans africains de la démocratie. La politique de l'autruche de la communauté internationale doit laisser la place à une action responsable en d'un boycott sans condition de ces « plaies » qui gangrènent le développement de l'Afrique.

Enfin, que l'on arrête de toujours proposer aux Africains cette fabrication d'un autre temps qu'est la formation « de gouvernements d'union nationale » ou encore de « partage de pouvoirs ». Si cela doit être à chaque fois ainsi, à quoi servent alors les élections dans ces pays où des milliers de vies humaines sont sacrifiées ? Mettre la pression tous azimut - et ce d'une même voix - sur tous les dictateurs africains pour qu'ils laissent le pouvoir aux peuples, c'est ça faire preuve de responsabilité ; c'est de l'ingérence intelligente et légitime. La démocratie n'est-elle pas « le gouvernement du peuple pour le peuple et par le peuple » ?

L'auteur, de nationalité togolaise, vit à Luxembourg.

Robert Mugabe, un dictateur « pire » que les autres ? Photo prise en janvier 2007, lors du sommet de l'Union Africaine à Addis Abeba.

PHOTO: ANDREW HEAVENS / FICKR

